

GROUPE LASER AUVERGNE

Association déclarée

20 Avenue Meunier
03000 MOULINS

Siren : 911.140.275

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

GROUPE LASER AUVERGNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **GROUPE LASER AUVERGNE** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} janvier 2025** à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2.3 de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative au règlement ANC 2022-06 conduisant à une modification du plan comptable général.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes

auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif de l'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Démarche de l'audit

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chamalières, le 22 juin 2026

Le commissaire aux comptes

SAS ORDINIS



François HOSPITAL



BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

ACTIF	2025			2024	PASSIF	2025	2024
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET				
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>					<u>FONDS PROPRES</u>		
- Immobilisations incorporelles	8 162,82	-104,36	8 058,46		- Réserve générale	189 826,79	189 826,79
- Immobilisations corporelles	25 821,34	-14 371,40	11 449,94	13 412,31	- Report à nouveau		
- Immobilisations financières					- Résultat de l'exercice		
					- Subvention d'investissement		
TOTAL	33 984,16	-14 475,76	19 508,40	13 412,31	TOTAL	189 826,79	189 826,79
					<u>PROVISIONS P/RISQUES & CHARGES</u>	95 891,00	127 518,00
<u>ACTIF CIRCULANT</u>					<u>DETTES</u>		
- Avances & acomptes s/commandes	3 175,00		3 175,00		- Emprunt et dettes financières		
- Créances					- Dettes fournisseurs	198 237,17	10 090,15
.Créances clients	14 234,02		14 234,02	127 863,56	- Dettes fiscales et sociales	147 904,23	139 857,81
.Créances diverses	31 838,58		31 838,58	37 408,03	- Dettes diverses	4 741,50	4 745,21
- Disponibilités	549 780,87		549 780,87	293 354,06			
<u>CHARGES CONSTATEES D AVANCE</u>	18 063,82		18 063,82		<u>PRODUITS CONSTATES D AVANCE</u>		
TOTAL	617 092,29		617 092,29	458 625,65	TOTAL	446 773,90	282 211,17
TOTAL GENERAL	651 076,45	-14 475,76	636 600,69	472 037,96	TOTAL GENERAL	636 600,69	472 037,96

**COMPTE DE RESULTAT**

CHARGES	2025	2024	PRODUITS	2025	2024
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>			<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>		
- Achat de matières consommables			- Production vendue	832 882,32	889 829,12
- Autres achats et charges externes	55 707,88	39 825,38	- Divers		
- Impôts, taxes et vers. assimilés	12 184,68	10 344,91	- Subventions d'exploitation		
- Salaires et traitements	617 796,81	580 813,33	- Autres produits	85,72	47,41
- Charges sociales	176 138,53	176 476,43	- Reprise sur provisions	31 724,00	
- Dotation aux amortissements & aux provisions	6 416,68	88 539,85	- Transfert de charges		249,33
- Autres charges	467,78	26,74			
TOTAL	868 712,36	896 026,64	TOTAL	864 692,04	890 125,86
<u>CHARGES FINANCIERES</u>			<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
				4 900,32	5 900,78
TOTAL			TOTAL	4 900,32	5 900,78
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>			<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
- Sur opération de gestion			- Sur opération de gestion		
- Sur exercices antérieurs			- Sur exercices antérieurs		
TOTAL			TOTAL		
<u>IMPOTS SUR LES BENEFICES</u>					
	880,00				
TOTAL	880,00				
<u>TOTAL DES CHARGES</u>	869 592,36	896 026,64	<u>TOTAL DES PRODUITS</u>	869 592,36	896 026,64
<u>SOLDE CREDITEUR - EXCEDENT</u>			<u>SOLDE DEBITEUR - PERTE</u>		
<u>TOTAL GENERAL</u>	869 592,36	896 026,64	<u>TOTAL GENERAL</u>	869 592,36	896 026,64

1.	INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE.....	2
1.1.	<i>Description de l'objet social.....</i>	2
1.2.	<i>Activités ou mission sociales.....</i>	2
1.3.	<i>Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture.....</i>	2
1.4.	<i>Continuité d'exploitation.....</i>	2
2.	REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	3
2.1.	<i>Base de préparation des comptes sociaux.....</i>	3
2.2.	<i>Méthodes.....</i>	3
2.3.	<i>Changements de règles et méthodes comptables.....</i>	3
2.4.	<i>Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé.....</i>	6
2.5.	<i>Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :</i>	8
2.6.	<i>Information sur les fonds propres et tableau de variation :</i>	8
2.7.	<i>Information sur les provisions pour risques et charges :</i>	9
2.8.	<i>Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :</i>	9
2.9.	<i>Informations sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégorie d'autorités administratives.....</i>	9
2.10.	<i>Informations sur les ressources de l'exercice.....</i>	10
2.11.	<i>Précisions sur la nature, le montant et le traitement des dépenses étalées sur plusieurs exercices</i>	10
2.12.	<i>Honoraires du commissaire aux comptes</i>	11
2.13.	<i>Informations relatives aux contributions volontaires en nature</i>	11
3.	AUTRES INFORMATIONS	11
3.1.	<i>Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan ; engagements financiers donnés ou reçus, engagements pris en matière de crédit-bail,.....</i>	11
3.2.	<i>Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie.....</i>	12

1. INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 636 600,69 € euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 00,00 euros.

L'exercice a une durée de xx mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

1.1. Description de l'objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Services administratifs

1.2. Activités ou mission sociales

LASER GROUPE AUVERGNE est une association créée pour gérer l'ensemble du personnel permanent des associations Laser AI et Laser ETTI.

Les principales activités sont :

- Gestion du personnel administratif

1.3. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

Evènements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

1.4. Continuité d'exploitation

Les comptes ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation, aucune incertitude significative n'ayant été identifiée à la date d'arrêté des comptes.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 05 décembre 2018, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Conformément aux dispositions de l'article 112-4, l'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Toute information non significative, ou non expressément prévue par un texte, n'est pas présentée.

2.2. Méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2.3. Changements de règles et méthodes comptables

Changement de réglementation

- ✓ **Première application du Règlement comptable ANC 2022-06, modifiant le Plan Comptable Général.**

Ce changement de méthode s'applique à compter de la date d'ouverture de l'exercice. Son application est en effet obligatoire pour les exercices comptables ouverts à compter du 1er janvier 2025.

S'agissant d'un changement de réglementation, il s'impose à l'entité.

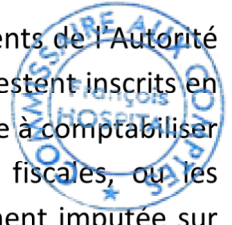
Aucun retraitement n'est intervenu sur les comptes des exercices antérieurs.

Les principales incidences de ce changement de présentation sont décrites dans les paragraphes suivants, et un tableau récapitulatif des enjeux financiers est présenté ensuite.

Incidence sur les produits et charges exceptionnels

Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024, sur les deux seules lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

Par ailleurs, une nouvelle définition de ces produits et charges a été retenue par l'Autorité de normalisation comptable. A compter du 1^{er} janvier 2025, sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel. Les écritures



comptables d'origine purement fiscale, telles que définies et prévues par les règlements de l'Autorité des normes comptables, restent comptabilisées en résultat exceptionnel. De même restent inscrits en résultat exceptionnel les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales, ou les corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.

Incidence de la suppression de la technique des transferts de charges

Les transferts de charges d'exploitation constatés dans le compte de résultat de 2024 sont présentés dans la colonne comparative 2024 dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions »

Désormais, les opérations antérieurement constatées en transferts de charges connaissent désormais le traitement comptable suivant :

- Remboursements de frais de personnel comptabilisés au crédit des charges de personnel en 2025 ;
- Frais d'émission d'emprunt 2025 comptabilisés directement à l'actif du bilan ;
- Refacturations auprès d'entités liées ou de locataires comptabilisées en prestations de services ;
- Avantages en nature, comptabilisés au crédit des charges de personnel en 2025 ;
- Remboursement d'assurance, comptabilisés en diminution des charges en 2025

Incidence sur les cessions d'actifs

Les produits et charges liées aux cessions d'actifs incorporels et corporels sont désormais classées au niveau du résultat d'exploitation, en remplacement du résultat exceptionnel.

Les produits et charges liées aux cessions d'actifs financiers sont désormais classées au niveau du résultat financier, en remplacement du résultat exceptionnel.

Les charges et produits liés à des cessions d'actifs incorporels, corporels et financiers demeurent présentés dans le résultat exceptionnel dans la colonne comparative 2024 du compte de résultat 2025, l'application des dispositions du Règlement et notamment la nouvelle définition du résultat exceptionnel n'étant pas d'application rétrospective.

Incidence sur la quote-part de reprise des subventions d'investissement

La quote-part de reprise des subventions d'investissement virée au résultat est désormais classée au niveau du résultat d'exploitation, alors qu'elle était présentée dans le résultat exceptionnel préalablement à l'application du Règlement.

La quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 2024 demeure présentée en résultat exceptionnel dans la colonne comparative 2024 du compte de résultat 2025, l'application des dispositions du Règlement, et notamment la nouvelle définition du résultat exceptionnel n'étant pas d'application rétrospective.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont classés directement à l'actif du bilan.

Auparavant, ils faisaient l'objet d'un enregistrement en charges, puis d'un reclassement à l'actif du bilan en contrepartie d'un transfert de charges.

L'amortissement des frais d'émission des emprunts est présenté dans le résultat financier (alors qu'elle aurait été classée dans le résultat d'exploitation préalablement à l'application du Règlement).



Nature	Classement 2025	Montant 2025	Classement 2024	Montant 2024
Remboursements de frais de personnel	Minoration des charges de personnel	1 400,00	Transfert de charges d'exploitation	382,64
Refacturations auprès d'entités liées ou de locataires	Prestations vendues		Transfert de charges d'exploitation	
Avantages en nature	Minoration des charges de personnel		Transfert de charges d'exploitation	
Remboursements d'assurance	Autres Produits		Transfert de charges d'exploitation	
Produits de cessions d'actifs incorporels et corporels	Rubrique des produits d'exploitation		Rubrique des produits exceptionnels	
Charges de cessions d'actifs incorporels et corporels	Rubrique des charges d'exploitation		Rubrique des charges exceptionnelles	
Produits de cessions d'actifs financiers	Rubrique des produits financiers		Rubrique des produits exceptionnels	
Charges de cessions d'actifs financiers	Rubrique des charges financières		Rubrique des charges exceptionnelles	
Quote-part de reprise des subventions d'investissement virée au résultat	Inclus dans les subventions d'exploitation		Rubrique des produits exceptionnels	
Frais d'émission d'emprunts	Directement à l'actif		Transfert de charges d'exploitation	
Amortissement des frais d'émission d'emprunt	Inclus dans les dotations aux amortissements d'exploitation		Inclus dans les dotations financières	

2.4. Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.



Etat de l'actif immobilisé :

Rubriques \ Situations et mouvements	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations				
		VIREMENTS : De poste à poste	VIREMENTS : Provenant de l'actif circulant	ENTRÉES : Acquisitions	ENTRÉES : Apports	ENTRÉES : Créations
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>				8 162,82		
Total Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	8 162,82	0,00	0,00
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>						
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>	13 450,94			4 252,95		
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>	8 117,45					
Total Immobilisations corporelles	21 568,39	0,00	0,00	4 252,95	0,00	0,00
TOTAL	21 568,39	0,00	0,00	12 415,77	0,00	0,00

Rubriques \ Situations et mouvements	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations				
		VIREMENTS : De poste à poste	VIREMENTS : Provenant de l'actif circulant	ENTRÉES : Acquisitions	ENTRÉES : Apports	ENTRÉES : Créations
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>				8 162,82		
Total Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	8 162,82	0,00	0,00
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>						
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>	13 450,94			4 252,95		
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>	8 117,45					
Total Immobilisations corporelles	21 568,39	0,00	0,00	4 252,95	0,00	0,00
TOTAL	21 568,39	0,00	0,00	12 415,77	0,00	0,00

Etat des amortissements

Rubriques / Situations et mouvements	Durée	Mode	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice				Diminutions			Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
				Compléments liés à une réévaluation	Sur les éléments amortis selon le mode linéaire	Sur les éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service	
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>					104,36						104,36
Total Immobilisations incorporelles			0,00	0,00	104,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104,36
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>											0,00
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>			6 121,15		5 403,57						11 524,72
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>			2 034,93		811,75						2 846,68
Total Immobilisations corporelles			8 156,08	0,00	6 215,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 371,40
Total			8 156,08	0,00	6 319,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 475,76

Etat des dépréciations :

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Rubriques / Situations et mouvements	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>		104,36		104,36
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>				0,00
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>	6 121,15	5 403,57		11 524,72
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>	2 034,93	811,75		2 846,68
Total	8 156,08	6 319,68	0,00	14 475,76

2.5. Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant	49 247,60	49 247,60	
Charges constatées d'avance	18 063,82	18 063,82	
Total	67 311,42	67 311,42	0,00

2.6. Information sur les fonds propres et tableau de variation :

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					0,00
Fonds propres avec droit de reprise					0,00
Écarts de réévaluation					0,00
Réserves	189 826,79				189 826,79
Report à nouveau					0,00
Excédent ou déficit de l'exercice					0,00
SITUATION NETTE					0,00
Fonds propres consommables					0,00
Subventions d'investissement					0,00
Provisions réglementées					0,00
TOTAL	189 826,79	0,00	0,00	0,00	189 826,79

2.7. Information sur les provisions pour risques et charges :

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises utilisées	Diminutions : reprises non-utilisées	Montant à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques	77 848,00			31 724,00	46 124,00
Provisions pour pensions	49 670,00	97,00			49 767,00

2.8. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées				
Fournisseurs et comptes rattachés	346 141,40	346 141,40		
Autres dettes	4 741,50	4 741,50		
Produits constatés d'avance				
Total	350 882,90	350 882,90	0,00	0,00

2.9. Informations sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégorie d'autorités administratives

Financiers	Montant de la subvention

2.10. Informations sur les ressources de l'exercice

Typologie de produits	Montant
Prestations de service	832 882,32

2.11. Précisions sur la nature, le montant et le traitement des dépenses étalées sur plusieurs exercices

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Créances fiscales et sociales	
Autres créances	
Disponibilités	
Total	0,00

Produits Constatés d'avance	Montant
Exploitation	0,00
Financier	
Exceptionnel	
Total	0,00

Charges à payer	Motant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	55 643,91
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	4 662,00
Total	60 305,91

Charges constatées d'avance	Montant
Exploitation	18 063,82
Financier	
Exceptionnel	
Total	18 063,82

2.12. Honoraires du commissaire aux comptes

Informations sur les honoraires du commissaire aux comptes en distinguant :

- La mission de certification des comptes
- Autres missions

2.13. Informations relatives aux contributions volontaires en nature

Si non comptabilisées :

Aucune information significative à mentionner concernant des contributions volontaires non comptabilisées.

Si comptabilisées :

Modalité de recensement, quantification et valorisation des contributions

3. AUTRES INFORMATIONS

3.1. Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan ; engagements financiers donnés ou reçus, engagements pris en matière de crédit-bail,

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagements	Montant à la clôture de l'exercice
Avals, cautionnements et garanties	
Sûretés reçues	
Sûretés données	
Créances cédées non échues	
Cessions de créances Dailly et affacturage	
Garanties d'actif et de passif	
Clauses de retour à meilleure fortune	
Portage et autres engagements sur titres	
Engagements consentis de manière conditionnelle	
Engagements de retraite et avantages similaires	
Autres engagements	

Engagements de crédit-bail



Catégorie d'immobilisation	Valeur signature contrat	Coût d'entrée de l'actif	Dotations aux amortissements théoriques de l'exercice	Dotations aux amortissements théoriques cumulées	Valeur nette *	
Catégorie 1						
Catégorie 2						
Total	0	0	0	0		
	Redevances payées de l'exercice	Redevances payées cumulées	Redevances à payer à moins d'un an	Redevances à payer de un à cinq ans	Redevances à payer à plus de cinq ans	Prix d'achat résiduel
Catégorie 1						
Catégorie 2						
Total	0	0	0	0	0	

3.2. Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie

Repartition des effectifs par catégorie	
	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	20,54
Cadres et ingénieurs	
Total	20,54